

p. 115-116

Rendre nos démocraties capables de résister à ces menaces est d'autant plus urgent qu'autour de nous le monde est devenu plus hostile. La Russie avec qui les démocraties occidentales sont, de fait, entrées en guerre ne manquera pas d'utiliser les leviers dont elle dispose pour exploiter nos faiblesses. Quant à la Chine, elle veut conserver et promouvoir son modèle social, en poursuivant maintenant son développement de façon toujours plus indépendante. En de nombreux endroits et dans de nombreux domaines, les pays avancés vont se trouver en concurrence ou en opposition avec elle.

La confrontation engagée avec ces puissances a un enjeu clair: la pérennité de systèmes sociaux différents. Dans cette confrontation, nos sociétés ont un handicap: à la différence de la Russie et de la Chine, elles ne peuvent utiliser la répression pour maintenir leur stabilité. Celle-ci repose sur l'adhésion d'une large majorité de la population au maintien de la démocratie. Et cette adhésion tient finalement à un principe mobilisateur: l'égal respect accordé à chaque vie individuelle. Faire de ce principe une réalité est le projet que la démocratie s'est donné. C'est aussi la condition de sa survie!

Laissé à lui-même, le capitalisme n'a aucune raison de permettre à nos sociétés de mener ce projet à bien. Au contraire. Mais sans lui nous n'avons aucune chance d'y parvenir. Pour reprendre la route qui avait longtemps été la leur, nos démocraties n'ont pas le choix : il leur faut à nouveau tracer par la loi, par l'action de l'État et par une pression sociale toujours plus affirmée le chemin sur lequel le capitalisme les fera avancer. Les dérives accumulées au cours des dernières décennies ont toutefois rendu ce chemin plus étroit et plus escarpé. Avancer dans le brouillard et se tromper de route n'en est que plus dangereux.

p. 150-151

Nous devons aussi porter un regard moins myope autour de nous, sur les pays dans lesquels le prix de la vie est resté ou est devenu dérisoire.

Si la démocratie a pour principe d'accorder le même respect à toutes les vies individuelles, l'application de ce principe est loin d'être générale. À l'intérieur même de beaucoup de pays avancés d'abord, les inégalités de conditions ont pris, on l'a vu, une ampleur et des formes inédites. Ensuite, ce principe d'égalité ne peut s'appliquer vraiment qu'à l'intérieur de nos frontières.

Certes, il est universel : « tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits ». Mais, pour beaucoup de ceux qui vivent sur notre planète, ces droits, généreusement accordés, ne sont « opposables » nulle part, ni à personne!

Autour de nos démocraties, des hommes, des femmes, des enfants vivent, par centaines de millions, dans la misère et dans la peur du lendemain. Quoi que nous en disions, leur vie n'a qu'un prix dérisoire par rapport à la nôtre. Ce que l'on dépense ici pour soigner quelqu'un qui, en glissant dans la rue, se casse une jambe dépasse largement ce qui est nécessaire ailleurs pour apporter à des centaines d'enfants la nourriture ou les soins dont ils ont besoin pour vivre en bonne santé. Que régulièrement, par centaines, des hommes meurent noyés en cherchant refuge au nord de la Méditerranée en dit long sur le prix de leurs vies.

Le respect des vies individuelles est, en réalité, une des choses les moins bien partagées. Affirmer que toutes les vies se valent, comme on le fait régulièrement, est moralement satisfaisant mais objectivement faux. Cette réalité n'est pas sans conséquences. Le bas prix de la vie des hommes en de nombreuses régions de la planète est — et restera sans doute longtemps — source d'une pression migratoire en direction des pays avancés.